

Petite histoire de la politique agricole commune



Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Roland Hureaux (#figp-author)

Mis à jour le 26/02/2016 à 18h47

FIGAROVOX/ANALYSE - Alors que le salon de l'agriculture ouvre ses portes, Roland Hureaux revient sur les différentes étapes de la PAC qui ont, selon lui, conduit à la déstabilisation de l'agriculture française.

Roland Hureaux est essayiste et élu local.

Jamais le monde rural français dans son ensemble, pas seulement les agriculteurs, n'aura eu autant qu'aujourd'hui le sentiment de la déréliction. C'est la conséquence de quarante ans d'abandon où il faut bien dire que la gauche aura eu plus que sa part.

Depuis que celle-ci s'est «boboïsée», les hautes sphères du parti socialiste sont persuadées, de manière aussi sottise qu'injuste, que le monde rural est, dans son ensemble, incurablement pétainiste et de droite - ils ne sont jamais allés en Ariège! - et que le moteur du développement de la France ne saurait être que les grandes métropoles, cela au rebours de la politique d'aménagement du territoire qui avait si bien réussi, dans les années 60 et 70, à maintenir un tissu économique étalé. Significatif de cet état d'esprit: le déménagement récente de la DATAR à Saint-Denis.

En 1984, Mitterrand céda aux pressions américaines d'inclure l'agriculture dans les négociations du GATT, dont elle avait été préservée jusque là, ce qui avait permis l'instauration par le traité de Rome (1957) , au grand dépit de Washington et de Jean Monnet, de la politique agricole commune première manière poussée par le général de Gaulle car très favorable à la France.

Le tournant de 1992

A partir de 1984, la main est dans l 'engrenage . Fait sans précédent dans les négociations internationales , l'Europe (et spécialement la technocratie française) réformèrent la PAC en 1992 pour anticiper les demandes de la partie adverse: remplacement les soutien des prix agricole par des subventions, système jugé plus moderne parce qu'il était américain. Ce fut pour la vieille France paysanne le «coup du lapin»: la déconnection prix-revenu les frappa dans leur honneur , ce système beaucoup plus cher pour les finances publiques, les faisant apparaître désormais, aux yeux du reste de la société, comme des assistés, avant qu'ils ne soient aussi tenus pour des pollueurs. La baisse de prix corrélative profita plus à l'industrie agro-alimentaire qu'aux consommateurs.

Les prix tirés comme jamais vers le bas provoquent le désespoir de nombreux éleveurs (un suicide tous les deux jours !) , par ailleurs harcelés par des contrôle sanitaires et environnementaux de plus en plus tatillons et, pour les plus endettés, un Crédit agricole impitoyable.

Le même année 1992 était votée la loi Joxe dont le but avoué était la disparition à terme des 36 000 communes rurales jugées archaïques parce quelle ne coûtaient pas assez cher.

Face à la complaisance des négociateurs européens, la partie américaine tordit le bras de la commission de Bruxelles pour lui faire accepter les accords de Blair House (1993) , consolidés par l'Accord de Casablanca (1995) prévoyant le démantèlement des politiques européennes de soutien (pas plus lourdes pourtant que les américaines, moins que les suisses ou les japonaises). L'habileté de nos

adversaires fut d'introduire une «clause de paix» qui ne rendait les décisions exécutoires qu'au terme d'un délai d'environ dix ans. Etaient particulièrement touchées les céréales et l'élevage (notamment laitier).

Le renversement de la balance France-Allemagne

Le délai passé, il fallut bien appliquer l'accord. L'affaiblissement de la PAC deuxième manière qui en résulta au milieu des années deux mille coïncida avec la mise en place de l'euro où l'Allemagne se tailla d'emblée un fort avantage compétitif particulièrement sensible dans l'agriculture. La mise en valeur des anciens kolkhozes de la RDA, le recours à une main d'œuvre bon marché venue de l'Est (pas de SMIC agricole!), la sous-traitance polonaise et le coût plus faible des facteurs permirent très vite à l'agriculture allemande, qui avait toujours été déficitaire par rapport à la française, de devenir excédentaire, particulièrement pour le porc, la viande bovine et le lait. Quand les taux de change avaient désavantagé l'Allemagne, la France était venue à son secours par les «montants compensatoires» (1969-1986); aucun geste en sens inverse cette fois de la part de l'Allemagne; il est vrai que les gouvernements français ne lui ont rien demandé! Les prix tirés comme jamais vers le bas provoquent le désespoir de nombreux éleveurs (un suicide tous les deux jours!), par ailleurs harcelés par des contrôles sanitaires et environnementaux de plus en plus tatillons et, pour les plus endettés, un Crédit agricole impitoyable.

Le monde rural dans son ensemble était au même moment frappé par la crise des industries rurales touchées plus que les autres par les délocalisations, le déprise des services publics victimes d'une gestion de plus en plus libérale et le bouleversement incessant des structures administratives, tendant à faire disparaître à peu près tous les repères qui avaient si longtemps structuré nos campagnes: la commune (héritière de l'ancienne paroisse), le canton, le département et même les régions bien inutilement fusionnées: plus de capitale régionale désormais entre la Loire, la Garonne et le Rhône, soit un tiers de la France. Si la population rurale se développe dans la périphérie des grandes villes, elle continue à vieillir et à se raréfier, souvent misérable, dans de larges espaces (Massif central, Plateaux de l'Est). Tandis que les gendarmeries ferment, la délinquance se répand dans les campagnes. Bien plus que l'immigration, c'est le sentiment d'abandon et la perte des repères, du fait de réformes aussi coûteuses qu'absurdes, qui a favorisé la montée du vote du Front national, jadis plus faible dans les petites communes, aujourd'hui plus fort.

Seul un renversement complet des politiques menées depuis une génération, permettra d'éviter un complet dépérissement de la plus grande partie de notre territoire et la perte sans retour d'un des grands atouts de la France.



Roland Hureaux
